

# Ferñent

« Union libre des peuples libres d'Afrique. Solidarité internationaliste des travailleurs »

Août 2025

[fernentmbol@gmail.com](mailto:fernentmbol@gmail.com) - Blog : <http://fernent.blog> HYPERLINK - "<http://fernent.blog4ever.com/articles>" HYPERLINK  
"<http://fernent.blog4ever.com/articles>"ever.com/articles - <https://www.facebook.com/fernentbirane/> - twitter : <https://twitter.com/FBirane>

---

## **DECLARATION DU FRAPP** **UNE VICTOIRE POPULAIRE :** **LA FRANCE MILITAIRE QUITTE LE SÉNÉGAL !**

Le FRAPP exprime sa grande fierté et sa profonde satisfaction à l'annonce de la fin officielle de la présence militaire française au Sénégal, après 348 ans d'occupation. C'est une victoire historique pour notre peuple, une avancée majeure pour notre souveraineté, et l'aboutissement de la campagne "Pour la souveraineté territoriale : France Dégage", lancée par le FRAPP en 2019.

Nous félicitons chaleureusement le Président Bassirou Diomaye Faye et le Premier ministre Ousmane Sonko, qui ont pris cette décision courageuse, en phase avec la volonté populaire de rupture. Ce geste fort tourne une page

honteuse de notre histoire et ouvre une ère nouvelle.

Mais au-delà du départ symbolique des troupes, le FRAPP appelle à aller plus loin : il faut réviser l'accord de coopération militaire signé en 2012, qui continue d'organiser une relation déséquilibrée entre le Sénégal et la France. La souveraineté ne se partage pas : elle se conquiert et se protège.

Nous appelons également à ouvrir les autres fronts de la libération nationale :

- Le front culturel, contre l'aliénation francophone et pour la

réhabilitation de nos langues et identités.

- Le front économique, pour en finir avec le franc CFA qui célèbre cette année ses 80 ans de domination monétaire.

Le FRAPP appelle le peuple à rester mobilisé et vigilant. Ce n'est pas la fin d'un combat, mais le début d'une nouvelle étape vers une souveraineté intégrale.

Bravo au peuple sénégalais !

France Dégage, souveraineté partout !  
Le Secrétariat Exécutif National (SEN) du FRAPP

17 Juillet 2025

## **LE FRAPP SAISIT LA JUSTICE** **CONTRE L'AUTORITARISME DU PREFET DE DAKAR**

Le FRAPP (Front pour une Révolution Anti-impérialiste Populaire et Panafricaine) informe l'opinion nationale et internationale qu'il a déposé, ce jour, un recours pour excès de pouvoir devant la juridiction administrative compétente, visant l'arrêté préfectoral n°2266/P/D/DK daté du 4 juillet 2025. Ce recours intervient à la suite de l'interdiction prononcée par le préfet de Dakar concernant la manifestation déclarée par le FRAPP en soutien au peuple togolais. Le préfet justifie sa décision par une perturbation potentielle de la libre circulation des personnes et des biens, en plus du fait que cette manifestation coïncidait avec la

fête de Tamkharite.

Le FRAPP estime que ces raisons ne reposent sur aucun fondement juridique valable. En effet, selon les dispositions de la loi n°71-01 du 29 janvier 1971 relative aux réunions et manifestations sur la voie publique, une interdiction d'une manifestation ne peut être légitime que si deux conditions cumulatives sont réunies :

1. La présence de menaces sérieuses susceptibles de troubler l'ordre public ;
2. L'impossibilité pour les forces de sécurité d'encadrer la manifestation .

Or, dans ce cas précis, aucune des deux conditions n'est ni justifiée ni démontrée par l'autorité

préfectorale.

Le FRAPP considère donc cet arrêté comme un abus manifeste de pouvoir ainsi qu'une atteinte flagrante à la liberté fondamentale de réunion et d'expression garantie tant par la Constitution sénégalaise que par les conventions internationales ratifiées par le Sénégal.

Le FRAPP reste ferme dans sa volonté de défendre les droits démocratiques du peuple sénégalais tout en renouvelant sa solidarité sincère envers le peuple togolais dans son combat pour la justice et la souveraineté.

Le Secrétariat Exécutif National  
Fait à Dakar, le 23 juillet 2025.

## LETTRE OUVERTE CONTRE L'IMPUNITÉ JUDICIAIRE AU SENEGAL

Pape Abdoulaye TOURE Officiel, Membre de l'Initiative Zéro Impunité (IZI)

Chers compatriotes,  
À titre informatif, et par souci de transparence envers vous qui nous soutenez avec constance et engagement depuis le début, je tiens à vous faire part des derniers



développements concernant notre lutte contre l'impunité.

Suite à la lettre qu'on avait adressée au Ministre de la Justice le 30 juin dernier, pour dénoncer l'inertie persistante de la justice sur les dossiers des martyrs et des victimes de torture lors des événements douloureux de ces dernières années, on a reçu une réponse en date du 15 juillet. Dans cette correspondance, le Ministre de la Justice, Monsieur Ousmane DIAGNE nous a informé avoir accusé réception de notre lettre relative à une plainte déposée

au parquet de Dakar pour des actes de torture présumés. Il m'a également précisé que le procureur de la République a été saisi de ma requête et que la suite me serait promptement communiquée.

Cependant, cette réponse, exclusivement centrée sur mon cas personnel, ne mentionne en rien les nombreuses autres victimes. C'est pourquoi on lui a adressé, hier vendredi 18 juillet, une nouvelle lettre. On l'y a d'abord remercié pour son retour, mais surtout, on a tenu à lui rappeler que le cas de PAT n'est pas un cas isolé d'autant plus que plusieurs citoyens ont été aussi assassinés, torturés ou soumis à des traitements inhumains, cruels et dégradants pendant les manifestations politiques qui ont secoué notre pays.

On lui a également rappelé que conformément à nos textes nationaux et aux conventions internationales ratifiées par le Sénégal, le procureur de la République n'a nul besoin d'attendre une plainte formelle des victimes ou des familles de martyrs pour s'autosaisir et diligenter des

enquêtes visant à faire toute la lumière sur ces crimes. Nous avons réitéré que nous menons ce combat dans le cadre de l'Initiative Zéro Impunité - IZI, une plateforme citoyenne engagée pour que justice soit rendue aux victimes et que plus jamais de telles atrocités ne se reproduisent dans notre pays. Dans l'attente d'une réaction du Ministre à cette mise au point collective, nous restons mobilisés, vigilants et fermement attachés à notre quête de vérité et de justice.

Aujourd'hui, plus que jamais, la justice doit prendre la mesure de sa responsabilité historique devant le Peuple Sénégalais. Elle ne peut éluder les massacres, tortures et violences inouïes perpétrées de février 2021 à mars 2024. Elle doit situer les responsabilités, à tous les niveaux, pour que ces crimes ne restent pas impunis, et surtout pour qu'ils ne se reproduisent jamais. Car il ne peut y avoir de réconciliation sincère sans avoir, au préalable, situé les responsabilités et rendre justice aux victimes. Justice d'abord. Vérité ensuite. Réconciliation enfin.

## LE PRÉSIDENT DE PASTEF OUVRE LE DÉBAT DE « L'UNITÉ, CRITIQUE, UNITÉ » CONTRE LE NÉO-COLONIALISME !

Diagne Fodé Roland

Le président de notre parti, Pastef, et premier ministre a publiquement protesté contre ce qu'il a présenté comme « l'inaction du président de la République » face aux « insultes » et autres provocations dont il est particulièrement la victime de la part de mercenaires de la plume, des radios, télés et réseaux sociaux de l'opposition chassée dans les urnes par le peuple lors de la présidentielle le 24 mars et des législatives le 17 novembre 2024. O. Sonko explique qu'il a interpellé en interne et a décidé d'interpeller les militants et le peuple



pour les rendre juges de cette situation malencontreuse. La tactique apparente du partage des rôles entre président et premier ministre de la transition vers le moom sunu rew semble se fissurer.

Une fois cette interpellation posée, nous demandons la poursuite en interne des échanges au sein de notre camp souverainiste pour une solution démocratique de ces contradictions secondaires non antagoniques au sein du parti et du peuple.

Bien entendu, une telle sortie fait les choux gras des provocateurs qui crient à « la démission du premier ministre » espérant la division et jette un

certain malaise dans notre camp souverainiste. Nous n'avons cessé dans plusieurs articles d'appeler à ce que les bouches s'ouvrent et à la nécessité d'aller résolument vers le congrès de Pastef convaincu que nous sommes que le combat souverainiste pour régler la contradiction antagoniste principale contre le néocolonialisme impérialiste n'est nullement opposable au règlement interne des contradictions non antagonistes au sein de notre camp souverainiste. Ce que nous disions, c'est le président lui-même de notre parti-front qui vient de le mettre en pratique sur la base de ce que nous avons toujours prôné : « unité, critique, unité ».

Ne rien cacher aux militants qui ont fait tant de sacrifices, 85 morts, des centaines de blessés, près de 2000 prisonniers politiques.

La révolution souverainiste anti-néo-coloniale dans les urnes qui a porté l'offre politique souverainiste représentée par notre candidat à la présidentielle Bassirou Diomaye Faye est dans un premier temps corsetée par une indispensable phase de transition de préparation à « la rupture et à la transformation systémique » promise.

Le second temps est la découverte par les audits sectoriels et centraux, par les rapports des corps de contrôle (IGE, OFNAC, IGF, Cour des Comptes, etc) de la ruine dans laquelle l'État libéral hors la loi de l'APR/BBY dans le sillage de l'État PDS et l'État PS ont mis les finances publiques du pays. Ce qui nous contraint à une sous-phase de redressement pour passer du quatrième sous-sol au rez-de-chaussée. Le premier ministre parle de la somme ahurissante de la dette cachée dont on pensait qu'elle était de 4.000 à 5.000 milliards de nos francs coloniaux CFA sans oublier que la dette totale atteint la somme astronomique de 18.000 milliards de francs CFA.

Disons le clairement, si nous comprenons la sortie du président de notre parti, Pastef, pour une contre-offensive commune contre les provocations mais aussi pour avancer dans la reddition des comptes de tout notre camp souverainiste, nous interpellons ouvertement sur sa responsabilité dans l'inertie de notre parti-front. Il faut que le président du parti qui est en même temps premier ministre sache que suivre plusieurs lièvres à la fois est le meilleur moyen de n'en attraper aucun.

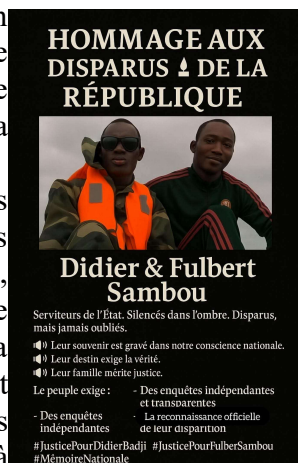
Voilà pourquoi nous avons écrit dans notre article intitulé « LE SÉNÉGAL DU REDRESSEMENT DANS LA TRANSITION: ORGANISER LES

RUPTURES AVEC LES CONTINUITÉS NÉO-COLONIALES », qu'« une des sources de cette léthargie réside dans le cumul des mandats entre postes de responsables de Pastef et postes dans le gouvernement, dans les agences dont il faudrait par ailleurs évaluer leur fonction de doublons et leur utilité, de PCA ou encore au parlement. Ce cumul de mandats fait qu'il n'y a plus de responsables pour s'occuper et faire fonctionner à plein temps le parti Pastef pour qu'il maintienne et développe le lien avec les bases militantes et le peuple, son rôle de force de contrôle de l'action publique et de proposition au gouvernement ». Oui Sonko doit aussi mesurer sa propre responsabilité dans cette culture de l'inertie qui fait que le parti, Pastef, attend tout de son président. Le parti doit à la fois lier culture de l'initiative sur la base d'une orientation politique partagée, discipline dans l'action et large ouverture démocratique au débat qui construit l'unité d'action.

Sonko doit apprendre que la force du PCC auquel il se réfère a été sa capacité d'impulser les luttes internes et externes au sein du peuple au moment de la « révolution culturelle » en appelant même au « feu sur le quartier général » contre l'embourgeoisement et tous les successeurs de Mao Ze Dong, y compris Xi Jinping ont fait la guerre contre la corruption, y compris servile aux intérêts des bourgeoisies étrangères impérialistes.

Disons le clairement aussi : toutes les instances actuelles du parti Pastef ne peuvent qu'être provisoires jusqu'à la tenue du 1er congrès, seul habilité à élire des instances directionnelles nationales et à adopter les documents programmatiques, statutaires et règlement intérieur non provisoires. Le comité national préparatoire du congrès doit être chargé de faire des propositions de contenu, de déroulé et d'agenda aux instances nationales provisoires actuelles lesquelles les amendent et les valident en vue du prochain congrès.

L'unité, critique, unité n'est pas un monopole exclusif du président du parti, mais est un droit de chaque militant du parti dans le cadre de la lutte pour vaincre la contradiction principale à savoir le système néocolonial parce que comme nous l'écrivons dans l'article cité « Il nous faut sortir de ce sentiment d'abandon que vivent certains militants des premières heures et militants, notamment de la gauche historique résistante, arrivés par les fusions dans Pastef. La « masse critique » à laquelle fait appel le président de notre parti Pastef ne peut être obtenue qu'à travers l'engagement soutenu d'éducation populaire et



d'animation des bases militantes auprès des populations. L'objectif du jub, jubal, jubbanti est de faire émerger un nouveau type de militants, de députés et de citoyens pour libérer le Sénégal et contribuer à la libération de l'Afrique de l'oppression néocoloniale. Ceux et celles qui ont peur du peuple deviennent facilement les proies de l'ennemi néocolonial et impérialiste. Nous n'avons donc rien à cacher au peuple, mais à l'informer pour le réarmer comme cela a été fait face à la tyrannie meurtrière de l'APR/BBY pour obtenir la victoire présidentielle du 24 mars et législative du 17 novembre 2024 ».

La référence au PCC concernant la formation nous amène à préciser que la formation doit dialectiquement lier les connaissances techniques, le jub, jubal, jubbanti et la maîtrise de l'orientation politique souverainiste et panafricaine. Ne pas faire cela, c'est laisser libre cours à la dictature des technocrates dont l'attrait idéologique spontané actuel est le libéralisme dominant. Certaines frondes des militants de la base contre certaines nominations résultent de la contradiction qu'ils perçoivent à juste titre à nommer de notoires technocrates qui ont servi indistinctement tous les pouvoirs libéraux néocoloniaux successifs au Sénégal.

Il ne peut pas y avoir de « clans » dans le parti tant que les débats sont ouverts sur la base de « l'unité, critique, unité ». En effet, ce serait une erreur de faire comme si les courants qui traversent le camp souverainiste s'arrêtaient aux portes de Pastef.

Comme le disons dans plusieurs de nos articles, le camp souverainiste rassemble actuellement les représentants de la bourgeoisie, de la féodalité, de la petite bourgeoisie et des classes laborieuses de notre pays qui ont des visions et conceptions différentes de la souveraineté nationale, mais qui sont actuellement unis, notamment dans Pastef sous la direction de la petite bourgeoisie radicalement souverainiste personnifiée dans le tandem Sonko/Diomaye. La sociologie des tués lors de la résistance à la répression meurtrière de l'État hors la loi APR/BBY montre à suffisance le sacrifice suprême des ouvriers, étudiants et élèves.

Nous l'avons déjà écrit et le réécrivons encore : « la sociologie des adhérents de Pastef du sommet à la base interfère selon les classes sociales dont ils sont issus ou qu'ils pensent représenter : - les classes moyennes, c'est-à-dire la petite bourgeoisie intellectuelle, hauts cadres dans l'appareil d'État néocolonial ou de la diaspora dans des grandes entreprises – classes moyennes inférieures, c'est-à-dire la petite bourgeoisie intellectuelle estudiantine – les différentes strates de

travailleurs immigrés - des éléments de la bourgeoisie nationale – les classes laborieuses, ouvriers, travailleurs de l'informel-goorgoorlu, les paysans, les éleveurs, les pêcheurs, etc. Chaque catégorie sociale analyse les questions de l'éthique, du souverainisme, du pragmatisme, du panafricanisme, de la gauche, de la sortie du néocolonialisme et du développement selon une vision déterminée par sa position de classe. Parce que la vérité et le juste naissent du débat contradictoire, parce que la démocratie exige que dans ce parti-front les bouches doivent s'ouvrir, nous devons apprendre à les gérer dans Pastef et dans le camp souverainiste comme des contradictions non-antagonistes à surmonter pour affronter victorieusement la contradiction principale antagoniste de l'inévitable affrontement avec le néocolonialisme et l'impérialisme ». C'est cette réalité objective à portée subjective qui exige de nous l'apprentissage de « la solution des contradictions au sein du peuple » sur la base de « l'unité, critique, unité » comme l'enseigne Mao Ze Dong.

C'est aussi la même réalité que confrontent d'ailleurs au Mali les cinq colonels, au Burkina Faso le capitaine Ibrahim Traoré, au Niger le général Thiani.

Toutes ces expériences souverainistes sont en phase de transition vers la conquête progressive de la souveraineté politique, culturelle, économique, monétaire, diplomatique, militaire, etc.

La capacité à rassembler le peuple de façon durable contre le néocolonialisme suppôt de l'impérialisme est le défi que chaque expérience doit relever victorieusement.

Dans ce processus, le rôle et la place du parti dans un processus d'assainissement et de renouvellement de la classe politique néocoloniale totalement discréditée sont à définir par le débat démocratique idéologique et politique entre les militants de la base au sommet dans la perspective enseignée par le grand révolutionnaire communiste Amilcar Cabral : « Ne pas avoir peur du peuple et l'amener à participer à toutes les décisions qui le concernent, telle est la condition fondamentale de la démocratie révolutionnaire que nous devons réaliser progressivement ».

Alors Sonko, Diomaye et tous les militants de Pastef doivent s'atteler à appliquer l'unité, critique, unité pour gérer les contradictions non antagonistes secondaires pour notre lutte victorieuse contre l'ennemi principal néocolonial et impérialiste. Vive le prochain 1er congrès de Pastef.

11/07/25

## LE SÉNÉGAL À LA CROISÉE DES CHEMINS DE LUTTES : AUTOPSIE DES FORCES

Cheikh Kassé, Enseignant

Il est question d'une analyse serrée des forces en présence face à une volonté populaire de changements que le peuple a déléguée à PASTEF et de ses refus. Plusieurs forces ont articulé les leviers pour l'irruption du 24 Mars. La première et la plus réelle est incarnée par Ousmane Sonko. Elle est bâtie autour d'une pureté morale. Il s'agit d'une déclaration sur l'honneur : « J'ai travaillé quinze ans aux Domaines, je n'ai jamais été corrompu. J'ai une seule maison que je ne finis pas de payer ». Ce discours a frappé fort les consciences dans un milieu politique où la boulimie financière et foncière est l'ossature même d'un ancrage politique organisationnel.

La preuve que ce discours est repérable comme identité et comme organisateur politique, c'est toute la machinerie de L'APR et de ses affidés pour casser la dynamique déferlante dont le discours de Sonko a été la conséquence. Pour casser ce lieu de la politique adossé à la morale de «Je n'ai jamais volé », de cette vertu d'immaculée, l'accusation d'opprobre est le viol que peut travailler sa présence à Sweet Beauté. Le procès judiciaire est la forme trouvée comme le procès politique et populaire n'a pas eu lieu. Le peuple a invalidé les motifs de leur demande d'incrimination. Ce qui arrive de nouveau est alors : la politique comme procédure de vérité se repère du côté de la morale et de la vertu. Elle structure toute la séquence politique ouverte depuis sa profession de foi de bonne moralité jamais démentie. Et Le Gatsa Gatsa est la forme ultime de sauvegarde de ce surgissement d'une politique inscrite autour de la Diagonale Sonko et la vertu. Et ce qui est arrivé encore structurellement est le Gouvernement de Diomaye-Sonko comme logique aboutissante de se tenir sur le point fixe qu'une expérimentation de la morale et de la vertu comme point de basculement politique, de changement pour une majorité de sénégalais. Le Jub Jubanti Jubal n'est que le nom de l'impératif de continuer par le pouvoir l'exercice de la morale et de la vertu.

Ce courant a mobilisé des forces politiques : des jeunes, des propagandistes protecteurs de la fragilité de cette catégorie politique qu'est la vertu. Ils sont sentinelles, infatigables ingénieurs en mobilisation, en attaques groupées (les terribles 72 heures). Les plus fêrus ne brandissent pas de titres universitaires. Ils sont défenseurs du Seul Sonko qu'il ne faut voir que

comme l'Un d'un Multiple déployé (Alain Badiou).

Il y a aussi une petite bourgeoisie indécorable, comme elle l'est souvent, qui s'était érigée au nom de la proximité parentale, amicale, professionnelle, criarde de rage parce que jalouse des avantages dont jouissaient L'APR et ses amis. Leurs griefs étaient les exagérations policières, l'outrance et la goinfrerie de cette caste politique. Ce sont des jeunes issus de familles plus ou moins politicobureaucrates, des rescapés intelligents, fils de familles pauvres sortis d'une école qui ne laissait pas de chance. Ils sont mijotés des exquises de belle vie, rêvant de palaces et de choses juteuses, de plaisirs très mondains. Leur sacre, c'est quelques mois de prison, un bracelet électronique, souvent pour des posts dans les réseaux sociaux sans forte teneur politique et très anodins. Certains sont au pouvoir, ministre, dg, député, pca etc. D'autres se rongent les pouces d'aigreur pour être laissés en rade, sur le banc de touche. La vertu n'est leur credo que de façade. Les appétits petits bourgeois sont devenus plus agressifs avec l'exercice du pouvoir, la proximité avec l'argent, le luxe ou l'attente de nomination. Le peuple et ses souffrances, pour eux, sont le lot de distribution divine, une sorte de fatum donc une irréversibilité de situations. Quelles améliorations sur le prix du riz, de l'huile, du pain sont le seul espace pour de légères satisfactions des besoins des masses.

Le déploiement du Jub Jubal Jubanti avec les emprisonnements, les bracelets électroniques, les honneurs déçus dans la presse sont des cauchemars de nuit surtout qu'ils chevauchent le cheval de leur cœur fougueux (Césaire) du rêve de toutes les coteries, de toutes jouissances et de toutes les sollicitations d'accaparement de richesses. Ils sont dans PASTEF, dans le gouvernement et les institutions mais sont des singes

de cour bien braqués d'attente du départ de Sonko et de la défaite de la ligne de vertu dont ce dernier n'est que la désignation. Le petit doigt de Guy Marius Sagna pointe quelques résurgences de comportements déviants. Ce sont des échappées de rêves de luxe et d'argent du diable petit-bourgeois qui les habite. De la voiture de fonction de 90 millions à la machine à café, aux voyages coûteux et inutiles, etc., il y a, là, les signes échappés du fond des penchants plus enfouis. Ils attendent, chapelet en main, prières païennes à la



bouche un point de basculement pour que Diomaye seul (sans l'autre) leur ouvre le chemin d'une restauration.

En dehors de PASTEF, des tendances de forces émergent. Elles sont le nom d'aigris, de sevrés de l'Apr. Des individualités et des groupes occultes coupés de l'argent malpropre des faux investissements, des faux projets sans remboursement de l'ancien régime. Ils alimentent des foyers de calomnies, de critiques fiévreuses de haine par des chroniqueurs, des insulteurs.

Il y a aussi une opposition stérile limitée dans des débats de bas caniveaux dans la figure d'une police politique, d'hackeurs malveillants cherchant les failles du Jub Jubbal Jubanti pour en faire matière d'incrimination. Ils prophétisent le chaos, sèment le vent de l'incertitude, de la peur de lendemains incertains, crient l'incompétence de Sonko, font de l'acharnement sur Sonko en épargnant Diomaye qui peut faire l'affaire au cas où.

Il y a des gens organisés ou non, en dehors de PASTEF, sympathisants ou non, Ils sont dans une intellectualité politique dont le cœur est que les sacrifices des morts, des mutilés, des déploiements physiques de milliers de jeunes dans les manifestations, l'ingéniosité de cette jeunesse pour une vie autre ne doivent pas être vains. Ils savent que la politique adossée à la morale et à la vertu n'est pas suffisante. Ils savent que la politique quand elle se déploie comme procédure de vérité est structurelle dans son essence de combattre les inégalités sociales dont les masses populaires sont les victimes. Ils

regardent, observent, crient des voix non entendues. Ils espèrent une rencontre entre les véritables acteurs du Jub Jubanti Jubal évidemment sans les loups petits bourgeois incapables de sacrifices de classe.

La rencontre est attendue. Elle concerne deux forces. Une force de gens de gauche, de gens simples mais instruits de justice, d'égalité, longtemps rêveuse d'une révolution, participante active dans l'ombre des luttes, porteuse d'un bilan des échecs des volontés de changement au Sénégal (depuis Lamine Senghor, le RDA, les mouvements et partis post RDA, post 1968), dans le monde. Elle est pourtant déterminée dans la pensée et dans l'action, en quête de refondation. La force vraie et sûre (sans les kulunas de l'intérieur) de Jub Jubal Jubanti. Cette rencontre est la réponse à « Que faire ? » quand différentes forces de classes s'opposent sur le terrain du changement. Elle sera le piédestal d'une réflexion soutenue, pérenne, dynamique. Elle ouvrira une redéfinition d'actions de luttes avec le peuple en attente et qui marche de son pas secret (Césaire), le seul faiseur de révoltes et de révolutions.

C'est ce qui permettra un jour d'écrire sur nos frontons comme quelque part (dans les communes Zapatistes (Mexique)) aujourd'hui : « Ici c'est le peuple qui commande et le gouvernement qui obéit ». Ce travail sera fort, sûr, lent, semé d'embûches, uniquement au service des masses pour qu'enfin disparaissent les figures de messie, de gens Atlas porteur de monde, d'égoïstes et qu'advienne la souveraineté du peuple.

Et c'est la séquence qui vient après celle du 24 mars 2024.

## DEVOIR DE CONVERGENCE

(Par Ciré Clédor Ly)

Le peuple sénégalais a traversé des épreuves difficiles, offrant sueur et sang, et sacrifiant sa jeunesse. Ce sacrifice était à la hauteur des promesses de souveraineté, de responsabilité, de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, ainsi que de justice sociale et d'épanouissement économique, encapsulées dans un programme ambitieux surnommé « Projet », mené par un leader déterminé.

Les compradores, alliés des impérialistes, se sont dressés comme rempart, prêts à justifier un génocide contre le peuple sénégalais. L'omerta régnait, et seules les voix de panafricanistes et d'analystes engagés pour la justice parvenaient à percer le silence assourdissant et l'indifférence des États et des organisations censées

défendre les droits humains.

Les massacres, tortures, arrestations illégales, détentions arbitraires, traitements inhumains, disparitions forcées et violations graves de la vie privée n'étaient pas des incidents isolés, mais étaient systématiquement couverts par une justice soumise et silencieuse. À l'international, un tribunal qui fondait beaucoup d'espoir choisissait de ne pas répondre à l'attente de toute l'Afrique, en totale contradiction avec les principes de justice et de protection des

droits humains qui fondent sa raison d'être.

L'histoire retiendra la position constante de l'Union internationale parlementaire, qui a su se dissocier des comploteurs pour faire entendre une voix dissidente face à l'injustice.



Coincés et dos au mur, les coalisés ont tenté d'orienter la révolution sénégalaise vers une alternance prétendument démocratique. Pourtant, rien de démocratique ne se dessinait, car tous les moyens politiques, institutionnels, juridiques, humains et financiers mobilisés échouaient à contrer le Projet.

Il n'y a pas eu de troisième alternance au Sénégal, mais plutôt une révolution. Une classe opprimée s'est levée, guidée par une direction claire pour renverser le pouvoir en place. Au dernier moment, les compradores et leurs maîtres impérialistes ont opéré un repli stratégique, échappant à la violence en remplaçant leurs fusils et armes blanches par des cartes électorales qui ont eu le même impact à leur détriment, le soir du 24 mars 2024.

L'artifice démocratique a été utilisé pour éviter une chute violente du pouvoir. Le premier jalon après le renversement du régime était posé, mais restait à réaliser le deuxième jalon : l'exercice effectif du pouvoir avec le peuple, pour le peuple, et par le peuple, à travers les institutions, afin d'instaurer des transformations structurelles.

Aucune révolution ne peut réussir si l'ancien régime n'est pas détruit et ses vestiges nettoyés.

Le Sénégal semble avoir failli dès le commencement de cette nouvelle étape, en maintenant au sein de l'appareil d'État, notamment dans l'administration, la sécurité, le renseignement et la justice, des bras armés et des esprits du régime déchu.

Des individus qui, par leurs postures passées, avaient tout mis en œuvre pour écraser le mouvement révolutionnaire, ont pu conserver ou se sont vu attribuer des postes stratégiques qui auraient pu revenir à une jeunesse compétente, engagée et porteuse d'espoir encadrée par des patriotes, républicains ou nationalistes d'expérience.

Cette jeunesse réserve de talents, longtemps mobilisée et terreau de lendemains imprévisibles, commence à sombrer dans l'oubli et le désenchantement. Pourtant, elle est capable de porter et de remporter ce défi.

Du nouveau ne peut éclore dans la puanteur et l'odeur nauséabonde d'une eau usée.

La révolution ne doit épargner aucun secteur, aucune individualité. La lutte contre l'enrichissement illicite et le blanchiment de capitaux ne doit épargner aucun corps professionnel : avocats, notaires, magistrats, hommes politiques, fonctionnaires, hommes d'affaires... L'État a également failli à porter un coup de frein net aux excès et dérives de certaines forces de défense et de sécurité. En laissant perdurer l'impunité, il a prolongé la souffrance des victimes pendant que

leurs bourreaux sont épargnés. Rien ne saurait justifier que des individus, présumés coupables de haute trahison ou de crimes contre l'humanité, tardent à rendre compte devant la nation avec toutes les garanties de respect de leurs droits, alors même que les victimes, elles, commencent à sombrer dans le désespoir.

Il y a lieu de redouter que les procédures engagées soient entachées de vices, ouvrant la voie à ce que les vampires de l'économie se retrouvent simplement sous bracelet électronique, bénéficient de nullités de procédure, ou soient relaxés pour insuffisance de preuves.

Pire encore, ces personnes pourraient se retourner contre l'État, exiger la restitution des biens mal acquis placés en cautionnement, et réclamer des dommages et intérêts.

L'État semble avoir aussi manqué de vigilance face à certaines organisations, présentées comme issues de la « société civile », mais qui dissimulent en réalité des réseaux d'influence défendant des intérêts occultes.

En instrumentalisant des principes humanitaires qu'elles détournent de leur finalité, ces cellules dormantes contribuent à brouiller les repères et à fragiliser les fondements mêmes de la nation. L'atteinte à la vie privée, à l'honneur et à la considération, les injures les plus abjectes, ainsi que la diffusion de fausses nouvelles susceptibles de troubler gravement le fonctionnement des institutions sont

souvent considérées comme des opinions ou des expressions protégées. Pourtant, leur propre cadre juridique indique clairement que ces protections ne sont assurées que lorsque sont respectées « les droits ou la réputation d'autrui, la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publique ».

Il est donc crucial d'engager une réévaluation approfondie pour initier des transformations structurelles durables au sein de l'administration et des grandes directions, afin de conjurer l'immobilisme qui paralyse l'action. Pour ce faire, il est impératif de débusquer et d'anéantir tous les lobbys qui se sont réinstallés et d'activer les services de renseignement et de traquer les profils internes et externe impliqués.

La menace persiste, et ceux qui s'opposent au changement n'ont pas désarmé. Dans cette optique, le tandem SONKO-DIOMAYE est une nécessité, une exigence et un devoir impérieux, pour réaliser l'idéal pour lequel le peuple a consenti de lourds sacrifices. Ce qui unit le tandem est plus fort que ce que l'esprit peut imaginer et il y a le devoir de mémoire.



En ce moment décisif de l'histoire de l'Afrique, le peuple sénégalais et tous ceux qui portent l'espoir d'un renouveau panafricain sont solennellement appelés à s'unir, à faire front commun et à se rallier pleinement derrière le tandem plébiscité. C'est ensemble, dans

l'unité renforcée et la vigilance partagée, que seront préservés et consolidés les acquis pour la réalisation dans une détermination inflexible, du grand dessein de transformation historique qui s'ouvre à notre Nation.

## **GARDER LE CAP SUR UN HORIZON DÉMOCRATIQUE !**

Le C.P.R « Dooleel PIT-Sénégal ngir defaraat reewmi »

Le Sénégal continue sa longue marche démocratique parsemée de succès, d'embûches, de violences, d'espoir et d'incertitudes...

Depuis la crise politique de 1962, ayant consacré la victoire du camp senghorien lié à la Françafrique sur le courant nationaliste incarné par Mamadou Dia, l'armature institutionnelle de notre pays est source, non seulement d'instabilité politique mais est aussi et surtout incapable d'assurer un développement socio-économique souverain et harmonieux.



De fait, nous assistons à un déséquilibre institutionnel quasi caricatural marqué par un hyper-présidentialisme outrancier, une Assemblée Nationale soumise à l'Exécutif et une justice sous le joug du gouvernement et des groupes de pression.

Ce diagnostic, reposant sur des données probantes et confirmé par les conclusions des Assises nationales de 2008-2009 ainsi que par les recommandations de la Commission Nationale de Réforme des Institutions, a été repris par le Pacte de bonne gouvernance démocratique endossé par la plupart des candidats à la dernière élection présidentielle, dont le futur vainqueur Bassirou Diomaye Faye. Et ce pacte explique en partie notre soutien à la candidature de

Bassirou Diomaye Diakhar FAYE et notre adhésion à la Coalition Diomaye Président.

Les refus des régimes successifs de procéder à une refondation institutionnelle bien comprise par l'adoption d'un nouvel ordre constitutionnel de rupture, ont conduit à des crises politiques cycliques en 2011-2012 et 2021-2024, aboutissant à des alternances politiques qui témoignent de la maturité et la résilience du peuple sénégalais en général et la combativité de la jeunesse en particulier.

La dernière alternance a vu la victoire du camp patriotique incarné par le tandem Diomaye – Sonko, prônant une rupture radicale d'avec le mode de gestion néocolonial, jusque-là en vigueur et se réclamant de l'alternative sociopolitique, sans en poser les prémisses institutionnelles.

Notre conviction est que les deux victoires électorales successives du camp patriotique, en 2024, n'ont pu totalement résorber la dernière crise politique, que la boulimie pouvoiriste de la Coalition Benno Bokk Yakaar, avait installée dans le pays.

Pour preuve, on peut citer des acteurs politiques se regardant en chiens de faïence, avec un climat politique exécrationnel, qu'il est illusoire de vouloir assainir par des méthodes exclusivement répressives.

Il y a aussi le malaise latent au sein du nouveau régime, qui vient d'éclater au grand jour, avec la sortie récente du leader Ousmane

Sonko, à l'occasion de la première réunion statutaire expresse du Conseil National du PASTEF.

Nous estimons que cette déclaration du Président du PASTEF, qui a secoué le microcosme politique et fait les choux gras de la presse et des réseaux sociaux, doit surtout être perçue comme une alerte à l'endroit de ses camarades de parti, destinée à les dissuader de réduire la dynamique de transformation systémique à une simple victoire électorale, qui n'en constitue, tout au plus, que le signal de départ.

Certes, des jalons importants et indéniables ont été posés pour donner vie au processus de transformation systémique, sur lequel, la jeunesse sénégalaise fonde de grands espoirs. Un nouveau référentiel de politiques publiques a été élaboré et plusieurs chantiers ont été ouverts, dont l'assainissement des finances publiques, la reddition des comptes, la fermeture des bases militaires françaises, les conclusions des dialogues et concertations visant à stabiliser notre pays.

Il ne faut cependant pas occulter la situation économique préoccupante, due aux retombées de la délinquance financière du régime de Benno Bokk Yakaar caractérisée par une dette cachée, le blanchiment d'argent et des détournements scandaleux de deniers publics, ayant complètement déstabilisé les finances publiques.

Le CPR Dooleel PIT-SENEGAL

"ngir defaraat reewmi"

- préconise l'adoption par voies référendaire ou parlementaire, d'une nouvelle Constitution de rupture d'avec l'ancien ordre néocolonial,
- exhorte le PASTEF à poursuivre son action politique dans le cadre d'un horizon démocratique, en vue d'une appropriation du projet de transformation systémique par les larges masses populaires, en dehors de toutes vellités autoritaires,
- recommande l'élargissement de la base sociale de son régime, dans une démarche plus ouverte et plus inclusive, en bannissant tout esprit de sectarisme, et en impliquant davantage les leaders de la Coalition Diomaye Président,
- incite à la valorisation des décisions d'instances régulières

- par rapport aux analyses individuelles des leaders,
- invite au renforcement de l'unité idéologique et à la cohésion organisationnelle, par la tenue prochaine de son premier congrès statutaire,
- encourage les autorités à poursuivre et à accélérer la reddition des comptes, tant sur les crimes économiques que par rapport à ceux portant sur la violation des droits humains,
- suggère l'exploration de la voie de la justice transitionnelle (commission justice, vérité, réconciliation), en prenant en compte les antécédents de la plupart des acteurs politiques de notre pays,
- recommande la création d'un environnement suffisamment incitatif pour attirer le maximum d'investisseurs privés, nationaux comme

internationaux pour la création d'emplois décents en faveur des jeunes et des femmes et la fin de l'immigration irrégulière.

Notre démocratie et notre vivre-ensemble nous obligent à respecter la hiérarchie des normes, l'égalité devant le droit et l'indépendance de la justice.

C'est dire combien la situation est complexe et exige du camp patriotique l'inscription de son action dans la paix sociale, la stabilité politique et la démocratie plurielle.

Le régime de parti-État où le parti détiendrait le monopole du pouvoir politique et serait la seule source de légitimité n'est pas adapté à notre culture démocratique.

Notre trajectoire démocratique est irréversiblement plurielle.

Dakar, le 17 juillet 2025

## **CAS René CAPAIN Bassène : DES JOURNALISTES ET CHERCHEURS INTERPELLENT DIOMAYE FAYE**

*Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) s'est joint à 180 journalistes, organisations de la société civile et chercheurs universitaires pour signer une lettre ouverte exhortant le président sénégalais, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, à mettre fin à la détention prolongée du journaliste et écrivain René Capain Bassène, incarcéré depuis janvier 2018 et condamné à perpétuité pour complicité de meurtre.*

*Une enquête menée par le CPJ conclut que Bassène n'aurait jamais pu commettre ce crime. Pourtant, la Cour suprême du Sénégal a rejeté le dernier recours contre sa condamnation à perpétuité le 3 mai 2025.*

*Au moment de son arrestation, René Capain Bassène achevait la rédaction de son quatrième ouvrage consacré au conflit séparatiste en Casamance, sa région d'origine.*

*Depuis sa chambre à l'hôpital Aristide Le Dantec de Dakar, où il a été opéré le 4 juin*

*dernier pour réparer un tympan perforé lors de son arrestation, le journaliste a livré un message empreint d'émotion : « En tant que fils de la Casamance, j'ai écrit par devoir, pour la postérité, afin que l'histoire de ce conflit ne disparaisse pas de la mémoire collective et qu'il ne se reproduise plus jamais ».*

*Il a également exprimé sa gratitude aux soutiens mobilisés pour sa libération : « Je remercie du fond du cœur tous les signataires qui croient en mon innocence et se battent pour ma libération. »*

*15 juillet 2025*

À Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar Faye, Président de la République du Sénégal  
Excellence Monsieur Le Président,  
Nous, soussignés, journalistes, organisations de presse nationales

et internationales, acteurs et organisations de la société civile, chercheurs universitaires et organisations agissant pour la paix en Casamance, vous écrivons cette lettre pour solliciter la libération du journaliste René Capain Bassène,

détenu depuis plus de sept ans. René Capain Bassène a été arrêté à son domicile de Ziguinchor en janvier 2018 et inculpé de complicité dans le meurtre de 14 bûcherons dans l'affaire « Boffa Bayotte ». Le 2 mai 2025, la Cour



suprême du Sénégal a rejeté le dernier appel de Bassène contre sa condamnation à perpétuité pour un crime qu'il n'aurait pas pu commettre, selon des témoignages recueillis dans le cadre d'une enquête publiée par le Comité pour la protection des journalistes en janvier 2025.

Cette enquête a révélé de nombreuses incohérences dans les informations présentées contre Bassène et ses 25 coaccusés, qui ont tous été libérés. Les juges ont également refusé d'accéder à la demande de Bassène et de ses avocats de faire appel à un expert pour évaluer les courriels présumés incitant aux meurtres. Le destinataire présumé de ces courriels, Ousmane Tamba, a déclaré qu'il ne les avait jamais reçus et qu'il « n'était impliqué ni de près ni de loin » dans cette affaire. Par ailleurs, plusieurs personnes proches des autorités de l'époque ont également confirmé au CPJ que Bassène les avait alertées pour aider à prévenir une éventuelle tragédie en raison des tensions croissantes liées à la forêt. Le 3 mai 2025, Bassène a été transféré de Ziguinchor au pavillon spécial pour les détenus de l'hôpital Aristide Le Dantec à Dakar pour des soins médicaux. Le 4 juin, il a été opéré du tympan droit, perforé à la suite de son interrogatoire abusif par des gendarmes en 2018. Il a également été battu, privé de sommeil, forcé de dormir nu et menotté dans des toilettes pendant plusieurs jours en garde à vue. Auteur de trois ouvrages sur le conflit entre le MFDC et l'État du Sénégal, Bassène a consacré toute sa carrière à documenter et analyser la crise sécuritaire qui sévit dans le sud du pays depuis 1982. Il terminait son quatrième livre sur le sujet au moment de son arrestation.

Bassène a cherché à soutenir les efforts de paix à travers son travail journalistique, ses activités additionnelles de soutien à la médiation et son travail à l'Agence Nationale pour la Relance des Activités Économiques et Sociales en Casamance (ANRAC).

Monsieur le Président, nous vous demandons de mettre fin à la détention prolongée du journaliste René Capain Bassène, de lui permettre de reprendre son travail et de rejoindre son épouse et ses quatre enfants.

Cordialement

Journalistes : Kensio AKPO, journaliste de formation, Joseph Perzo ANAGO, [www.ladepeche.info](http://www.ladepeche.info) (Bénin) Demba Amar ANNE, West Africa Democracy Radio, Mouloud AÏSSOU Journaliste honoraire (ex-France Télévisions) membre du SNJ-CGT Fatoumata Bintou BA, journaliste indépendante, Fatimata Bintou BA, Le Soleil Digital Assane BA, Emedia Ziguinchor Sanou BADIANE, journaliste, Abdallah BADJI, La Maison des Reporters, Pape Kadialy BADJI, Kolda Groupe Dmedia et Foyrè Fouladou Communication, Nouhou BALDÉ, Fondateur et Administrateur Général du site Guineematin.com (Guinée) Abdou BARR, journaliste indépendant, Abdoulaye BARRO, Groupe Kédougou Media Cécile Sabina BASSÈNE, Pressafrik.com Jonas Soulobany BASSÈNE, Le Soleil François BADAIRE, SNJ-CGT Lamine BAYO, Groupe Walfadjri Ousmane BADIANE, BBC Afrique, Samuel BONDJOCK, journaliste à Direct info au Cameroun; et Membre du directoire du Syndicat national des professionnels de l'information et de la communication (SPIC) au Cameroun, Toumany CAMARA de [presseinvestigation.com](http://presseinvestigation.com) (Guinée) Conakry) Ladjji Khoulé CAMARA, Africa Media, Mamadou Bippa CISSOKHO, journaliste indépendant Fana CISSÉ, PressAfrik Moustapha CISSÉ, journaliste International (Right For Education) Matar CISSÉ, Dakar Matin Abdou Khadir CISSÉ, journaliste Tidiane CISSÉ, journaliste Ndeye Maty DIAGNE, DAKARACTU, Blaise DARIUSTONE, journaliste (Tchad) Ansoumana DASYLVA, Groupe Medias du Sud Soulé DIA, Agence France-Presse Ndeye Fatou Diery DIAGNE, Soleil Digital Khadim DIAKHATÉ, journaliste Moustapha DIAKHITÉ, journaliste, Abdourahmane DIALLO, Agence de Presse Africaine (APA News) Seydina Bilal DIALLO, L'AS Babou DIALLO, journaliste indépendant Ousmane Diallo, RTS Mamadou Ramata DIALLO, journaliste indépendante, Mamadou DIAGNE, RFM Souleymane DIASSY, La Maison des Reporters Boubacar DIASSY, Journaliste - Communicant et Juriste Alioune Badara DIATTA, journaliste indépendant Adama Djitome DIATTA, journaliste Lamine Mandiang DIEDHIOU, journaliste freelance Cheikh Tidiane DIONE, journaliste Fatoumata DIOP, Dmedia Abdoulaye DIOP, Sud Fm Ibrahima DIOUF, journaliste indépendant Aliou DIOUF, Le Soleil Ndeye Aïssatou DIOUF, journaliste chez [lesnouvellesdafrique.info](http://lesnouvellesdafrique.info) Aminata DIOUF, PressAfrik Ibrahima Khalil DIÈME, Directeur de l'information et Gérant Exclusif.net Alice DJIBA, journaliste, défenseure des droits humains Serigne Mbaye DRAMÉ, Agence de Presse Sénégalaise Ibrahima DRAMÉ, journaliste indépendant Joseph ESSAMA, [mimimefoinfos.com](http://mimimefoinfos.com) (Cameroun) Assane FALL, Le Soleil Salmane AL FARISI, AfrikLens Média Sadio FATY, Evidence Quotidien Ndiémé FAYE, journaliste indépendante Ayoba FAYE, Walfadjri Adja Aminata FAYE, journaliste Indépendante Awa FAYE, Seneweb Ben Abass FAYE, journaliste Malamine MANÉ, Sud FM Abdoulaye DIOP, Mboro FM Oumar FÉDOR, Le Soleil Ibrahima GASSAMA, Directeur Number One Fm Aminata GOUDIABY, RFM Jean-Paul NDOUR, GFM Nando Cabral GOMIS, Sud Quotidien HAROUNA Ibrahim, journaliste, ancien président de la Maison de la presse (Niger) Mangoné KA, Senego Yaya KANTE, journaliste indépendant Saïbe KABILA, [CONGOMONDE.CD](http://CONGOMONDE.CD) (RDC) Dominique KAMA, RSI Amy KEITA, La Maison des

Reporters Mamoudou Babila KEÏTA, journaliste d'investigation au Groupe Hadafo Médias et Administrateur Général du site [www.inquisiteur.net](http://www.inquisiteur.net), présentement en exil (Guinée) Facely KONATE, Groupe Hadafo Médias (Guinée) Serge Vivien KOUGNIMON, La Voix Du Routier (Bénin) Igor KOUTON, journaliste indépendant Issaka LINGANI, journaliste indépendant en exil / Burkina Faso. Azil Momar LO, journaliste à La Maison des Reporters Magloire MADJESSOU, CredoChristi.com, Côte d'Ivoire Houleye MANE, journaliste Fatma MBACKÉ, journaliste Ndeye Khady MBAYE, journaliste Papa Bocar MBOW, journaliste indépendant Malisia MENDY, Groupe Média du Sud Fara Thierno MENDY, Radio Télé Web Magazine Municipale de Dakar Sidy Djimby NDAO, La Echos Moussa NDAW, Génération Fm Georges NDECKY, Groupe Médias du Sud Judicaël Olivier NDECKY, journaliste Ousseynou Owens NDIAYE, journaliste indépendant Anta NDIAYE, WiwSPORT.com Mamadou NDIAYE, TFM Pape Ibrahima NDIAYE, journaliste-Indépendant Moussa Abou NDOONGO, PressAfrik.com Oumar dit B. Wane NDOONGO, Le Soleil P. Babacar NDOUR, journaliste Moussa NGOM, La Maison des Reporters Aliou NGOM, journaliste indépendant Abdou Karim SAWADOGO, journaliste indépendant, ancien chef de desk société de L'Observateur Paalga au Burkina Faso Valdez ONANINA, La Maison des Reporters Mahmoudou PAME, journaliste Liboire Chileraou SAGNA, Walfadjri Louis Philippe SAGNA, journaliste Salif SAKHANOKHO, journaliste indépendant Mamadou SAKINÉ, journaliste Fiacre SALABÉ journaliste et directeur de publication du journal en ligne Ya Ça News ([www.yacanewes.com](http://www.yacanewes.com)) République centrafricaine Oumy R. SAMBOU, journaliste indépendant El Malick SANÉ, Radio Zigfim Saloum SANÉ Almamy SANÉ, journaliste Pape SANÉ, Administrateur Atlantactu.com Antoine SARR, journaliste Saïkou SEYDI, journaliste indépendant Ibrahima Sory Lincoln SOUMAH, journaliste indépendant (Guinée) Tidiane SOW, Le Soleil Sally Bilaly SOW, journaliste et Fondateur de GuinéeCheck (Guinée) Cheikh Sidou SYLLA - Journaliste Infos 15 - France Bokar TALL, journaliste indépendant Hadiya TALLA, Radio Télévision Fulbe Penda THIAM, directrice de la Rédaction Dakarois Quotidien, militante des droits des femmes Dieynaba THIOMBANE, journaliste Birama THIOR, Senegal7 Alassane Dramane TOURÉ, Kewoulo Paul Bernard KELBE KELBE, Regard'AFRIK TV Abdoulaye WADE, journaliste indépendant Amadou WATT, journaliste indépendant Djimet WICHE, vice-président de l'association des médias en ligne du Tchad (AMET) - Acteurs, organisations de la société civile, et structures agissant pour la paix en Casamance - Association Villageois 2.0 - Organisation Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire (ONA2J) Tomás Serna ADIOYE, Casamance Conseil Nicolas SILANDBITHE Bassène, Mouvement citoyen Agir Maintenant pour une Émergence Nouvelle (AMEN) Sarani DIATTA, Initiative solidaire des actions de Développement/Association Sénégalaise des victimes de mines.ISAD-ASVM Jaly BADIANE, défenseure des droits humains Yvon Renée Williams BANGOURA, Comptable à Racine Consulting Aboubacar CAMARA, Société civile Sanoussy CAMARA, Société civile Abdou Aziz CISSÉ, Activiste et chargé de plaidoyer à AfricTivistes Nouha CISSÉ, acteur au processus de paix en Casamance Abdoulaye DIALLO, Forum Civil Bignona Ousmane Aly DIALLO, Amnesty International (Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre) Landing DIEDHIOU Président ONG APRAN SDP Djibril DRAMÉ, artiste visuel et acteur culturel Ibrahima FALL, Réseau Siggil Jigéen Cheikh Almakhtoum SY, Coordonnateur FRAPP Ziguinchor Dieynaba KEÏTA- Afrikajom Center Alexandre Guibert LETTE - Militant et défenseur des droits humains Codou LOUME, journaliste, défenseur des droits de l'homme communicante, représentant pays de Médias et Démocratie Seynabou MÂLE, membre société civile Babacar NDIAYE, Chef d'entreprise Stephan NNA NJENG, Association Santé Mobile Madia Diop SANE, Mouvement Vision citoyenne Amadou SYLLA - Association SOS CASAMANCE à Paris Moussa SOW, Agent de coopération et développement Boubacar SONKO, socio-économiste, Chercheurs universitaires, acteurs académiques, écrivains : Pape Chérif Bertrand BASSÈNE, Akandjack, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar Marie Louise BASSÈNE, Professeur, Université Cheikh Anta Diop de Dakar Samba Dialimpa BADJI, Doctorant, Université OsloMet, Oslo-Norvège Florian BOBIN, chercheur en histoire et écrivain Lamine BODIAN, maître de conférences à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar Pape Bakary CISSOKO, Philosophe - conférencier - France Omar Um Niobé DIA, Consultant international. -Égyptologue, Fodé Roland DIAGNE, enseignant retraité, Mamadou Sellou Diallo, Agent administratif Ibrahima DIÈME, maître de conférences assimilé, Université Gaston Berger de Saint-



fondamentaux de la justice internationale. Les rapporteurs spéciaux ne sont pas nommés pour satisfaire les gouvernements ou gagner en popularité, mais pour s'acquitter des tâches spécifiées

dans le cadre de leur mandat ». En mars, le CRIF et des députés français ont tenté de faire évincer la juriste italienne de l'ONU. 43 députés, essentiellement des macronistes, et Le CRIF ont appelé

à bloquer le renouvellement du mandat de Franceska Albanese au poste de rapporteur spécial de l'ONU sur les territoires palestiniens. Elle a été reconduite malgré eux.

## **VICTOIRE ! GEORGES ABDALLAH EST LIBÉRÉ !** **LA PALESTINE VAINCRA !**

Campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

« Partout où l'on voit fleurir l'espoir et la dignité s'affiche en arrière-plan le long parcours de la résistance. Résister et toujours résister jusqu'au changement des rapports de force ! » (Georges Abdallah - avril 2009).

Chers amis, chers camarades,

Ce 17 juillet 2025 sera, à tout jamais, marqué d'une pierre rouge, d'un triangle rouge, comme jour historique d'une libération historique : celle du militant, du combattant, du résistant Georges Abdallah dont années après années, mois après mois, jour après jour, nous avons été d'abord quelques dizaines, puis une centaine, puis quelques centaines, puis un millier et jusqu'à des milliers à scander le nom

partout en France et désormais aussi à l'international pour exiger avec toujours plus de force et de détermination que Georges Abdallah soit libéré. C'est aujourd'hui chose faite pour la victoire ou la victoire ! Alors oui, aujourd'hui encore, crions ce nom, son nom, comme symbole d'une lutte ininterrompue, d'une résistance inébranlable et d'un combat victorieux ! Oui Georges Abdallah, aujourd'hui encore, jour de la victoire, de ta victoire, de notre victoire, je crie ton nom ! Je crie ton nom Georges Abdallah, toi ce communiste arabe, ennemi de

l'impérialisme, du capitalisme, du sionisme et des États réactionnaires arabes ! Je crie ton nom Georges Abdallah, toi ce révolutionnaire qui a toujours clamé et acté que le seul sursaut d'honneur possible viendra de ceux qui se placent en dehors du « consensus » des puissants de ce monde ! Je crie ton nom Georges Abdallah, toi cet internationaliste de toute une vie, engagé pour la fin du colonialisme et de l'exploitation à travers le monde sous toutes ses formes et en soutien aux luttes

des peuples contre toutes les oppressions ! Je crie ton nom Georges Abdallah, toi ce combattant historique de la cause palestinienne qui s'est battu contre la guerre d'invasion du Liban par les sionistes et qui n'a

jamais cessé d'être aux côtés du peuple palestinien et de son héroïque résistance pour la libération de la Palestine, de toute la Palestine ! Je crie ton nom Georges Abdallah, toi ce résistant tombé aux mains de l'ennemi, incarcéré en France depuis plus de 40 ans, prisonnier depuis les premiers soubresauts de cette

affaire d'État d'une machination politico-policrière dirigée et organisée par l'État français de concert avec les éternelles injonctions étasunienne et sioniste et symbole vivant de la politique impérialo-sioniste d'emprisonnement en masse des militants de la cause palestinienne et plus largement des révolutionnaires ! Je crie ton nom Georges Abdallah, toi ce prisonnier d'exception qui a fait sien et mis en acte ce principe de tout

révolutionnaire selon lequel « se repentir est obligatoirement devenir otage de son propre passé et être alors sans futur, ni présent ». Je crie ton nom Georges Abdallah et avec lui, celui de tous les flambeaux de la résistance et de la liberté et aujourd'hui encore, nous tous, tes camarades, sommes là, à tes côtés, pour pousser avec toi, à l'heure de ta libération non plus seulement le cri de notre colère mais bien aussi le cri de la victoire, de ta victoire, de notre victoire !

Cette victoire, Georges Abdallah, est la tienne avant tout, résultante de toutes ces années de résistance, d'abnégation, de détermination à ne rien lâcher, à ne pas plier, à ne pas tergiverser, à ne pas renier ni se renier, à ne pas collaborer ni trahir, à revendiquer, à faire face et à affronter pour tenir et rester debout, bref à encore et encore lutter et résister car toi mieux que quiconque le sait et le vit : « la Résistance est la loi de l'existence » !

Cette victoire est la tienne et aussi celle de toutes ces forces depuis tes premiers soutiens dès 2005 - honneurs à eux et une pensée toute particulière aujourd'hui à tous ceux d'entre eux trop tôt partis mais dont l'engagement militant a été ô combien essentiel



dans cette lutte de longue haleine – et jusqu’aux soutiens les plus actuels qui ont fait le choix en toute conscience de s’engager dans ce combat qui est le tien, qui est le nôtre pour le mener sur tous les terrains et dans toutes les batailles jusqu’à ta libération effective et sans condition. Cette victoire est la tienne et aussi celle d’une Campagne unitaire qui depuis 2015, au fil des années, est parvenue à mettre en actes sa raison d’être et son mot d’ordre de lutte - à savoir toujours plus amplifier en nombres, intensifier en forces et finalement coordonner les soutiens et la mobilisation sur tout le territoire national et à l’international pour, de manière unie (sections régionales, organisations, associations, syndicats, médias non assujettis au pouvoir, comités et collectifs locaux) être à l’offensive contre les attaques du pouvoir, frapper d’une seule main, étendre l’écho de ton combat et l’exigence de ta libération et réussir - comme tu le réclamais dans tes déclarations - à peser dans le rapport de force pour rompre la digue de ton incarcération en faisant de toi ce que la justice elle-même nommait désormais « un prisonnier bien encombrant ». A travers ta libération, est célébrée aujourd’hui une victoire de toute la résistance palestinienne, libanaise et de l’ensemble du camp de la résistance de la région et de par le monde qui à ton image, par-delà toutes ces années d’oppression et de répression, n’ont jamais brandi et ne brandiront jamais le drapeau blanc de la capitulation et qui bien loin de se rendre et d’être des victimes font front, forts de cet optimisme historique, dicté par les luttes, qui fait dire à tous les révolutionnaires comme toi que « comme toujours, ces criminelles autorités réactionnaires estiment, qu’avec le temps, tout finit par s’essouffler, s’épuiser et peut-être disparaître. Et pourtant elles ont tort et toujours elles ont eu tort à ce niveau (...) La résistance est toujours intacte nourrie d’inépuisable élan populaire solidaire ». Car, cela aussi, nous le savons avec toi : « Ami, si tu tombes, un ami sort de l’ombre à ta place ! ».

A travers ta libération est aussi honorée la résistance de l’ensemble de ces indomptables héros incarcérés dans les geôles sionistes, dans les cellules d’isolement au Maroc, en Turquie, en Grèce aux Philippines et ailleurs de par le monde, ces fers de lance des combats contre l’ordre établi et ces véritables avant-gardes de la lutte. Plus largement encore, ce jour glorieux est et restera, partout en France et dans le monde, une victoire de tous ceux et toutes celles qui comme toi, comme nous, clament qu’on a raison de se révolter, qu’un autre monde est possible et que pour que cet autre futur débarrassé de l’oppression et de

l’exploitation advienne, nécessairement et impérativement, notre combat est et doit être anti-impérialiste, anticapitaliste, anticolonialiste, antisioniste, antifasciste, anti-réactionnaire et aux côtés des peuples et nations opprimés en lutte pour leur émancipation... Nous n’oublions pas notre colère contre tous ces pseudo-progressistes et droits de l’homme qui, honte à eux, - comme aujourd’hui face à la barbarie sioniste génocidaire - ont préféré regarder ailleurs durant toutes ces années et qui au nom de leurs pseudo principes bien peu pensants et bonnes consciences bien peu agissantes ont fait le choix, par leur inaction constante et leur absence criante, d’être du côté de l’État et de son appareil répressif plutôt que des forces réellement agissantes sur le terrain de la lutte et engagées sincèrement dans ce bras de fer de longue haleine. Georges Abdallah, tu as toujours été notre boussole Palestine pour déterminer ce qui était révolutionnaire et progressiste de ce qui ne l’était pas et ce soir, là encore, les camps sont nettement tranchés et révèlent bien - honneurs à eux - tous ceux et toutes celles - et en particulier ces derniers temps pour ce que tu nommes toi-même « ce sursaut enthousiasmant de la jeunesse agissante » -, qui durant toutes ces années se sont mobilisés jusqu’au dernier jour, en usant par-delà la répression, de l’arme de la solidarité qui est la nôtre et en agissant pour que milles initiatives pour ta libération fleurissent partout et à chaque instant. Cet élan solidaire et populaire pour ta libération que rien n’a pu retenir, porté par toutes les sections de la Campagne Unitaire et par tous les collectifs et comités de ton soutien, a toujours été indissociable de notre soutien inconditionnel à la lutte de libération nationale du peuple palestinien et à la résistance des peuples du Liban, du Yémen et de tous les peuples opprimés. Alors oui, ce soir, nous célébrons une victoire, ta victoire, notre victoire mais nous prenons aussi, cette fois encore, ici engagement à travers ta libération, de continuer le combat sur le terrain politique de toute ta vie pour une Palestine libre de la mer au Jourdain, en soutien à la flamme de son héroïque résistance combattante, à l’Intifada et aux « Fleurs et Lionceaux de la Palestine », pour le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens et à l’autodétermination, contre l’impérialisme, le sionisme, les États réactionnaires arabes. Le combat pour ta libération nous l’a appris : « certainement il y a place pour un autre et pour d’autres futurs » mais fort des expériences passées et de ce jour historique, nous avons aussi appris qu’il est de notre devoir de contribuer à le faire, à les faire advenir par nos actes et nos engagements. « Bien entendu le changement

prendra du temps et puis certainement, il y aura des soubresauts ici et là. Seulement la direction du vent est déjà bien tracée » (Georges Abdallah).  
Paris, le 17 juillet 2025

### COLLECTIF AFRIQUE/FRANCE

## APRÈS ASSANGE, PELLETIER, GEORGES ABDALLAH, IL FAUT MAINTENANT GAGNER LA LIBÉRATION DE MUMIA ABU JAMAL AUX USA !

Bravo aux mobilisations démocratiques et populaires qui ont libéré Assange, Pelletier, Georges Abdallah et à la solidarité active avec la résistance du peuple martyr et héroïque de Palestine victime du génocide de l'État sioniste colonial israélien.

Depuis le 9 décembre 1981, Mumia Abu-Jamal est prisonnier politique aux USA. Les adorateurs de la démocratie yankee modélisent les institutions et la constitution du capitalisme impérialiste US tout en évitant de les confronter avec la réalité du racisme d'État de la White Supremacy qui fait que dans la démocratie étasunienne les Blacks qui font 13% de la population forment la majorité de la population carcérale suivie des Hispaniques. Aux USA sévit un système d'apartheid tout comme l'était l'Afrique du Sud qui opprime Blacks, Hispaniques et Amérindiens et capitaliste-impérialiste qui y exploite tous les travailleurs et domine unilatéralement les peuples du

monde entier.

Le mouvement « Black live matter » (la vie des noirs compte) né des assassinats racistes de la police a montré que le capitalisme en crise s'attaque aux conquêtes démocratiques des luttes du mouvement anti-apartheid pour l'égalité des droits euphémisé par un narratif adoucissant en « mouvement des droits civiques » des années 45/70 qui avait engendré les Blacks Panthers et des leaders comme Malcom X, Kwamé Touré, Angela Davis, le boxeur Mohamed Ali, Martin Luther King, etc.

L'actuelle formidable résistance populaire contre la chasse aux migrants lancée par Trump à Los Angeles et plusieurs États aux USA signe le réveil des luttes des communautés Hispaniques contre l'oppression raciste. L'unité des luttes anti-racistes contre l'apartheid yankee



des Blacks et Hispaniques est à construire dans la perspective d'une jonction avec les luttes sociales des ouvriers blancs.

Rappelons que Malcom X et même Martin Luther King ont été assassinés quand ils ont commencé à agir pour une telle unité entre travailleurs Whites et Blacks, entre luttes anti-racistes et luttes sociales, entre luttes démocratiques et luttes sociales, entre luttes sectorielles et luttes globales.

Depuis 44 ans, Mumia Abu-Jamal est baladé entre couloir de la mort et prison à perpétuité sans jamais aucune preuve pour justifier les accusations.

Les mobilisations populaires nationales et internationales ont sorti Assange, Léonard Pelletier, Georges Abdallah des prisons du Royaume Uni, des USA et de la France impérialistes. Il nous faut maintenant sortir Mumia Abu-Jamal de la prison étasunienne.  
20/07/25

## Nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie comme Etat au sein de la France : La France refuse toujours la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie

tiré de La Flamme, organe du Parti Communiste du Bénin (PCB)

Le 12 juillet 2025, le gouvernement français a annoncé un projet d'accord entre les parties calédoniennes (Indépendantistes, Loyalistes à la France, etc.) qui indique : Il est créé un État de la Nouvelle-Calédonie, au sein de l'ensemble national, inscrit dans la Constitution de la République française. Cet Etat peut bénéficier de la reconnaissance internationale. Il est accordé aux Calédoniens une double nationalité : française et calédonienne. Au titre des attributs, la Diplomatie, la

Défense, la Représentation extérieure sont administrées par la France.

Ainsi dans ce dispositif, l'État français conserve les compétences régaliennes de la Défense, de la Monnaie, de la Sécurité et de la Justice. En matière de diplomatie, l'État calédonien peut conduire ses propres actions ; cependant, toute action internationale doit respecter les engagements internationaux et les intérêts de la France. L'État

calédonien n'a pas de compétence internationale. En clair, l'État calédonien demeure au sein de l'État français.

L'accord conclu sera soumis à un référendum dans l'archipel en février 2026. Il n'est donc pas étonnant que les anti-indépendantistes l'acceptent du moment que la France ne veut pas lever le genou sur le cou de la Nouvelle-Calédonie. Ainsi, au lieu de reconnaître la souveraineté du peuple Kanak, la France coloniale continue

de s'y opposer par des subterfuges grotesques. En effet, la Nouvelle-Calédonie est un archipel de 18.575,5km<sup>2</sup> situé dans le Pacifique et inscrite sur la liste des territoires à décoloniser depuis 1946 et cette inscription est reconduite en 1986 par le Comité de décolonisation de l'Assemblée Générale de l'ONU.

La France en avait fait tour à tour un bagne (lieu de déportation de condamnés en France) et un territoire de peuplement, pendant que les populations autochtones sont parquées dans des réserves avec confiscation de leurs terres, si elles ne sont pas massacrées quand elles se révoltent contre l'occupation et les exactions. Sur cet archipel vivent aujourd'hui des Descendants d'Autochtones, de Migrants Français et Européens, mais également d'Asiatiques et d'Océaniens (Vietnamiens, Indiens, Indonésiens, etc.). Il connaît un développement inégal qui appauvrit la jeunesse Kanak surtout et un coût de vie élevé (20 à 30% plus qu'en France). Mais pourquoi la France s'attache si tant à la Nouvelle Calédonie ? C'est que cet archipel est riche en nickel, en sels de potasse, en chrome et en cobalt sans compter les hydrocarbures et autres. Il dispose de belles plages pour le tourisme et les affaires commerciales notamment. Il est aussi en bonne position sur les plans géopolitiques et stratégiques. Voilà autant de raisons qui poussent la France à user de subterfuges et de stratagèmes divers pour empêcher l'accession de cette colonie hier baptisée Territoire français d'Outre-Mer et aujourd'hui État au sein de

l'État français. Mais qui revendique l'accès à la souveraineté internationale, à l'indépendance, ainsi que le revendiquent les descendants des peuples autochtones et d'une bonne partie de la jeunesse sous l'impulsion du FNLKS (Front de libération nationale kanak et socialiste).

Au lieu de rendre donc sa



souveraineté à la Nouvelle-Calédonie, la France ne cesse de s'y opposer de mille et une manières non sans y aller aussi souvent avec les massacres comme il en a été récemment encore en mai 2024 suivis de la déportation des responsables des mouvements indépendantistes mis en détention en France comme c'était le cas avec les rois et chefs traditionnels qui s'opposaient à la colonisation en Afrique. Dans ses stratagèmes pour empêcher l'indépendance, la France a mis en œuvre l'organisation de trois référendums après les accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) devant conduire à l'indépendance si le Oui l'emportait. Il n'est pas besoin de revenir sur les péripéties des votes successifs dans ce cadre (2018, 2020) puis 2021 (boycotté par les indépendantistes qui avaient demandé son report à 2022 en

raison de la pandémie du Covid et du deuil qu'il entraîne pour les décès enregistrés au sein de la communauté Kanak...). C'est dans la poursuite de ses manœuvres colonialistes que la France, ne pouvant plus nier la souveraineté de la Nouvelle Calédonie, provoque ce projet d'accord qui fait de la Nouvelle Calédonie, un État au sein de la France et crée une nationalité calédonienne à côté de la française. Ce projet s'apparente au régime de la Communauté française ou Communauté franco-africaine mis en place en 1958 par la France de Charles de Gaulle dans ses colonies de l'Afrique de l'Ouest. Ainsi comme cela a été pour la Communauté franco-africaine, l'État de Nouvelle Calédonie n'a pas les compétences régaliennes comme la Diplomatie, la Justice, la Défense, la Monnaie, la Sécurité et donc demeurera sous la tutelle de la France. Ce projet est déjà contesté et considéré comme mort-né par nombre d'acteurs. Le Journal Le temps du 16 juillet 2025 rapporte : « Décrit comme «historique» par ses signataires et le gouvernement français, le projet d'accord signé à Bougival (Yvelines) entre l'État, des représentants indépendantistes et non indépendantistes est loin de faire consensus en Nouvelle Calédonie... ». Une fois encore, la France coloniale reporte la libération de la Nouvelle Calédonie avec le risque d'ouvrir la voie à de nouvelles souffrances pour la jeunesse et les populations de cet archipel qui n'ont que trop souffert déjà des manœuvres sordides colonialistes.

## **PENSÉE CRITIQUE :** **L'OFFENSIVE DE TRUMP ET LA FORCE DES BRICS**

Publié par Bolivar Infos, Par Tiago Nogara, Traduction Française Lopez pour Amérique latine–Bolivar infos  
Quelques heures après que les représentants des pays membres des BRICS, réunis à Rio de Janeiro, aient émis une nouvelle déclaration conjointe critiquant les mesures de protectionnisme commercial et exhortant à trouver des solutions multilatérales aux grands dilemmes mondiaux, le

président des États-Unis, Donald Trump, a réagi sur son réseau social Truth Social menaçant d'imposer des droits de douane supplémentaires de 10 % aux produits des pays qui « sa ligne sur les politique anti-américaines des BRICS. » Selon Trump, « il n'y aura pas d'exception à cette politique, » a-t-il écrit en une évidente démonstration d'animosité face au renforcement des initiatives liées aux BRICS.

Ces menaces disent beaucoup non seulement sur la stratégie de la politique étrangère des États-Unis sous Trump, mais aussi sur l'impact que les initiatives des BRICS ont eu dans le domaine international. Ces derniers mois, les analystes qui ont insisté sur le fait que les BRICS aurait perdu de l'importance n'ont pas été rare. Parmi les arguments les plus communs et répétés, il y a celui disant que la récente expansion du nombre de membres aurait augmenté son amplitude mais affaibli sa capacité à obtenir des consensus. De même, beaucoup soutiennent que l'augmentation des tensions dans le monde et la position plus agressive de la diplomatie étasunienne aurait amené de nombreux pays en développement à avoir peur de soutenir des blocs multilatéraux non soumis aux intérêts de Washington.

La veille du sommet des BRICS à Rio de Janeiro, les principaux médias occidentaux ont inondé leur première page en soulignant l'absence des présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine à cette rencontre et en l'interprétant comme un symptôme évident d'un soi-disant épuisement du bloc. Au Brésil, le pays hôte du sommet, les grands médias corporatifs ont abusé quotidiennement de ces arguments pour alimenter la perpétuelle vague de propagande

contre le Gouvernement de Lula, dans le cadre d'une tentative préparatoire aux élections présidentielles de 2026. Selon certains, ce sommet avait tout pour être un échec, avec des communiqués vides qui reflétaient plus les désaccords que les éventuels consensus entre les pays membres.

Mais ce qu'on a vu, Rio de Janeiro a été très différent de ce que prévoyait les prophètes du chaos. Tout au long de cette 17<sup>e</sup> réunion de haut niveau des dirigeants du bloc, les pays des BRICS ont pris plus de 120 engagements conjoints qui concernent la gouvernance mondiale, les finances, la santé, l'intelligence artificielle, le changement climatique et d'autres problèmes stratégiques. Au-delà de l'irréfutable importance des avancées dans ces divers domaines, le contenu politique de la déclaration conjointe a montré l'énorme capacité de coordination et de convergence du bloc en exprimant la préoccupation commune des pays membres face aux conflits en cours dans diverses parties du monde.

La déclaration exprime la préoccupation collective face à la tendance croissante d'augmentation des dépenses militaires au niveau mondial au détriment du financement approprié du développement des pays du Sud mondial. En opposition avec les appels militaristes qui résonnent dans différentes scènes de pouvoir dans le monde, les BRICS ont réaffirmé la défense du multilatéralisme, du développement soutenable, de l'éradication de la faim et de la pauvreté et le combat contre le changement climatique comme les véritables voies pour résoudre les grands problèmes mondiaux. Sur cette même ligne, ils ont aussi

approuvé des documents clés comme la déclaration cadre des dirigeants des BRICS sur les finances climatiques, la déclaration des dirigeants des BRICS sur la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle et l'association des BRICS à l'élimination des maladies socialement déterminées.

Le monde traverse un moment de grande turbulences. Des conflits militaires comme ceux de l'est de l'Europe et du Moyen-Orient, échauffent les âmes, les crises économiques récurrentes préparent le terrain au mécontentement social et les discours agressifs de faux prophètes conduisent des pays entier sur le chemin de la guerre et de l'affrontement. Il y a presque 20 ans, les BRICS, nés précisément dans une situation d'incertitude, après la crise financière mondiale de 2008, servait d'importante plate-forme pour coordonner les demandes des pays en développement face aux grands défis de l'ordre mondial. Donnant une voix au sud mondial, ils sont devenus indispensables aussi bien pour le renforcement du G20 que pour le renforcement du dialogue Nord-Sud à la recherche d'issues conjointes aux dilemmes de cette époque. Aujourd'hui, face à l'augmentation des fractures dans le tissu social et dans les structures multilatérales mondiales, les BRICS s'affirment non seulement comme une large plate-forme de coopération entre pays en développement, mais aussi comme une des principales avant-garde de la défense du multilatéralisme au niveau international.

Le contenu politique des déclarations émises par les pays membres des BRICS est clair : ils proposent des issues collectives et pacifiques aux dilemmes mondiaux en mettant l'accent sur les questions

économiques et sociales au détriment des intérêts bellicistes et géopolitiques. Ce n'est pas par hasard s'ils arrivent à faire à asséoir à une même table des pays avec des gouvernants aux perspectives politiques et aux idéologies diverses mais unis par des préoccupations similaires, à la recherche de voies convergentes pour le développement de leur pays et la coopération entre leurs peuples. En dirigeant leurs initiatives contre aucun bloc ou aucun pays en particulier, les BRICS rompent avec le récit dichotomique qui prétend ressusciter la bipolarité de la guerre froide, et affirment leur pleine complémentarité avec les autres mécanismes de plus grande portée sur la scène multilatérale mondiale. Par conséquent, les BRICS ne se présentent pas comme un contrepoint à l'ONU, au FMI ou à la Banque Mondiale mais comme une plate-forme à partir de laquelle les pays en développement coopèrent entre eux et recherchent des positions communes en faveur du renforcement de l'ensemble du système multilatéral mondial. En attaquant les BRICS, les pays membres et les pays qui sympathisent avec les initiatives du bloc, Donald Trump accuse de former un bloc « anti-étasunien » et il ne le fait pas par hasard. C'est justement sur la base de ce récit que les États-Unis et leur stratège ont cherché à affaiblir certains efforts pacifiques de coopération multilatérale. Dans le cas particulier des initiatives proposées par la Chine, les accusations sans fondement sur le soi-disant « double usage » (civil et militaire) des infrastructures liées à l'initiative de la ceinture et de la route sont réitérées. Selon cette version, les investissements chinois représenteraient une menace pour

la souveraineté de pays tiers et un risque pour la sécurité des États-Unis. Sur cette même ligne, des mythes comme celui du « piège de la dette » chinoise, du soi-disant espionnage et de l'ingérence politique menée à bien par des entreprises et des projets chinois depuis les réseaux 5G de Huawei jusqu'à l'expansion de TikTok persistent.

Ce qui semble nouveau à présent - bien que ce ne le soit évidemment pas - c'est que, cette fois, l'attaque n'est pas dirigée uniquement vers la Chine - depuis longtemps signalée comme le principal « rival » des États-Unis - ni contre les pays que les stratèges impérialistes ont qualifié « d'axe du mal » mais contre un ensemble beaucoup plus large de pays en développement. Beaucoup d'entre-eux ne sont même pas en contradiction avec les structures démocratiques et libérales dont Washington fait tellement l'éloge et ne montrent pas non plus une rupture idéologique avec le paradigme dominant du capitalisme occidental. Ils exercent simplement leur droit à s'associer librement avec des initiatives multilatérales de coopération avec des pays qui affrontent les mêmes dilemmes pour partager des caractéristiques communes en tant que pays en développement, membres de ce qu'on appelle le « Sud global ».

En les menaçant d'une nouvelle vague de droits de douane unilatéraux, les États-Unis ne portent pas un coup mortel à la croissance des BRICS - comme ils semblent le chercher - mais à leur propre capacité d'influencer de façon décisive les débats sur la nécessaire reformulation et sur le renforcement nécessaire des instances multilatérales internationales. Et contrairement à ce qu'ils peuvent imaginer, cela

aura lieu avec ou sans la participation des États-Unis. Après leur expansion, les BRICS représentent, ensemble, plus de la moitié de la population mondiale et plus de 40% du PIB mondial par rapport au pouvoir d'achat. Et les drapeaux de la défense du multilatéralisme, du développement économique avec la justice sociale et du rejet du militarisme ne se limitent pas à l'intérêt exclusif des pays des BRICS ou de l'ensemble du sud global mais embrassent aussi la volonté exprimée de larges secteurs des peuples et des Gouvernements des diverses régions de la planète. Par conséquent, ceux qui ont vu dans l'expansion des BRICS une soi-disant perte de densité et de cohésion du groupe se sont trompés : cette expansion a représenté, en vérité, l'adaptation nécessaire de la structure du bloc aux défis contemporains qu'affronte le monde en exigeant la formation de fronts larges et hétérogènes qui recherchent des solutions pacifiques aux dilemmes internationaux actuels.

Les politiques d'intimidation, unilatérales de bellicisme, mises en place par Trump contribuent peu à la résolution des problèmes complexes abordés et les engagements signés par les pays des BRICS à Rio de Janeiro. Elle ne tendent même pas à renforcer l'objectif des États-Unis de consolider un ordre international unipolaire sous sa tutelle dans la mesure où la radicalisation des attaques contre des décisions souveraines - même de soi-disant alliés- ne fait rien d'autre qu'amplifier la tendance à l'isolement politique des États-Unis, avec une perte d'influence et de capacité de décision. Contrairement à ce que prédisaient les analystes soumis à l'empire, les

BRICS restent fermes et en convergence du Sud global en multilatéralisme, de la paix et de la croissance, et les paroles solides de faveur d'un ordre multipolaire mais coopération mondiale. la déclaration de Rio de Janeiro aussi la formation d'une large 12 Juillet 2025 renforcent non seulement la avant-garde de défense du

## LE SOCIALISME-COMMUNISTE EST SUPÉRIEUR AU CAPITALISME

Diagne Fodé Roland

Ci-dessous voilà un article sur l'IA en Chine qui mérite une étude approfondie du point de vue de la lutte des classes et des luttes de libération nationale dans la marche nécessaire de l'humanité vers le socialisme, étape primaire du Communisme.

L'IA et les semi-conducteurs sont devenus en ce XXI<sup>ème</sup> siècle les nouvelles forces productives en complément des machines-outils du XX<sup>ème</sup> siècle. La dialectique entre forces productives et rapports de production s'impose, consciemment et inconsciemment, dans la problématique de la mise en œuvre de l'enseignement léniniste selon lequel « pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire ». C'est d'ailleurs Lénine lui-même et avant Marx et Engels qui nous invitent à prendre en compte l'état réel des forces productives en plus d'autres facteurs objectifs et subjectifs, notamment la lutte des classes qui détermine les rapports des forces du moment pour fixer les étapes et tâches de lutte et de transformation révolutionnaire.

Amilcar Cabral apporte le complément suivant : « si la lutte la lutte des classes est la force motrice de l'histoire, elle l'est à une certaine période historique... un facteur, ou des facteurs, fut et sera le moteur de l'histoire... ce facteur de l'histoire de chaque groupe humain est le mode de production – le niveau des forces productives et le régime de propriété – qui caractérise ce groupement... la définition de classe et la lutte des classes sont-elles mêmes l'effet du développement des forces productives, conjugué avec le régime de propriété des moyens de production. Il nous semble correct de conclure que le niveau des forces productives, élément déterminant essentiel du contenu et de la forme de la lutte des classes, est la force motrice véritable et permanente de l'histoire » (l'arme de la théorie, 06/01/1966, Tricontinentale, Havane).

Pour lancer cette étude théorique nécessaire, voyons comment Lénine enseignait la liaison entre mouvement réel et but dans le processus de construction du socialisme, citation sur laquelle nous n'avons cessé d'attirer l'attention à maintes reprises dans le débat sur les expériences socialistes chinoise, vietnamienne, coréenne et cubaine.

Dans un texte peu connu intitulé « Sur l'infantilisme 'de gauche' et les idées petites bourgeoises » (mai 1918), voici ce que dit Lénine à propos du « capitalisme d'état » : « Nous ne savons pas organiser nos propres forces pour la surveillance, charger un directeur ou un contrôleur bolchevik de surveiller, disons, une centaine de saboteurs qui viennent travailler chez nous. Dans cette situation, lancer des phrases telles que 'la socialisation la plus résolue', 'l'écrasement', 'briser définitivement', c'est se mettre le doigt dans l'œil. Il est typique, pour un révolutionnaire petit-bourgeois, de ne pas remarquer qu'il ne suffit pas au socialisme d'achever, de briser, etc. ; cela suffit au petit propriétaire exaspéré contre le grand, mais le révolutionnaire prolétarien ne saurait tomber dans une pareille erreur. (...) Or, ils (nos communistes de gauche) n'ont pas songé que le capitalisme d'état serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des soviets. (...) Aucun communiste non plus n'a nié, semble t-il, que l'expression de République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste. Mais que signifie le mot transition ? Ne signifie t-il pas, appliqué à l'économie, qu'il y a dans le régime en question des éléments, des fragments, des parcelles, à la fois de capitalisme et de socialisme ? Tout le monde en conviendra. Mais ceux qui en conviennent ne se demandent pas toujours quels sont précisément les éléments qui relèvent de différents types économiques et sociaux qui coexistent en Russie. Or, là est toute la question. Énumérons ces éléments : 1) l'économie patriarcale, c'est-à-dire dans une très grande mesure, l'économie naturelle paysanne ; 2) la petite production marchande (cette rubrique comprend la plupart des paysans qui vendent du blé) ; 3) le capitalisme privé ; 4) le capitalisme d'état ; 5) le socialisme... Et c'est ce qu'il y a de particulier dans notre situation. (...) Ce n'est pas le capitalisme d'état qui est ici aux prises avec le socialisme, mais la petite bourgeoisie et le capitalisme privé qui luttent, au coude à coude, à la fois contre le capitalisme d'état et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à toute intervention de la part de l'État, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'état ou d'un socialisme d'état ».

Cette analyse de Lénine interdit toute conclusion hâtive et non scientifique tendant à disqualifier les expériences actuelles de développement fondées sur la combinaison entre socialisme et capitalisme d'état d'ex-pays du camp

socialiste qui ont résisté à la déferlante contre-révolutionnaire bourgeoise comme la Chine, le Vietnam, Cuba, la Corée du Nord et les nouvelles expériences anti-impérialistes du Venezuela, du Nicaragua, etc. Expériences qui sont nées de la matrice qu'a constituée la Révolution bolchevique d'Octobre 1917.

A partir de là pour ouvrir le débat lire et étudier cet article sur l'Intelligence Artificielle (IA) au service du développement socio-économique et de l'édification socialiste en Chine.

## **L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE D'ÉTAT :** **COMMENT LA CHINE SURPASSE LE CAPITALISME ?**

Pino Arlacchi a été une figure importante de l'ONU, dont il était sous-secrétaire et directeur du bureau de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC). Il était également conseiller du pool anti-mafia de Falcone Borsellino (les premiers juges qui ont jugé la mafia, le maxi-procès, et qui ont été tués par deux bombes en 1992). Mais surtout, il a été l'élève de Giovanni Arrighi, l'universitaire le plus brillant de l'école de la Théorie du système monde (World system theory).

Lorenzo

Au cours des dix dernières années, la Chine s'est lancée dans l'une des expériences économiques les plus extraordinaires de l'histoire moderne. Elle a investi plus de 500 milliards de dollars dans le développement de l'intelligence artificielle, créant un écosystème dont les algorithmes amplifient et affinent le contrôle de l'État sur l'économie à un niveau de granularité et de précision impossible à atteindre dans les systèmes planifiés ou de marché du siècle dernier.

La Chine détient aujourd'hui 47% des brevets mondiaux liés à l'intelligence artificielle appliquée à la planification économique. Un chiffre qui vient de loin. D'une vision stratégique articulée pour la première fois en 2015, avec le 13<sup>e</sup> plan quinquennal, mais dont les racines plongent dans la tradition philosophique chinoise et sa conception de l'État comme garant de l'harmonie sociale.

Beaucoup en Occident considèrent le modèle chinois comme une variante autoritaire du capitalisme. Il s'agit plutôt d'une synthèse originale et nouvelle, qui utilise des outils technologiques avancés pour mettre en œuvre des principes de gouvernance anciens et modernes, confucéens et socialistes.

Le système « Qiushi » est né en 2017 sous la forme d'un projet expérimental, puis s'est concrétisé sous la forme d'une architecture à plusieurs niveaux. Sa version actuelle fonctionne sur une échelle triennale et intègre des modèles de développement technologique, des changements démographiques et des scénarios géopolitiques. Qiushi surveille en temps réel plus de 600.000 variables économiques et peut simuler l'impact de politiques alternatives avec une marge d'erreur inférieure à 3%.

Qiushi ne prétend pas prédire parfaitement l'avenir, mais créer un cycle de rétroaction continu entre les prévisions et la réalité qui lui permet d'affiner constamment ses modèles et s'étend jusqu'aux usines individuelles. Dans la province du Jiangsu, le parc

industriel de Suzhou a mis en place des nœuds Qiushi dans 217 usines. Depuis 2021, les petites et moyennes entreprises privées peuvent également se connecter à un Qiushi simplifié, qui en alimente aujourd'hui 78.000 avec des prévisions de marché, des analyses de la chaîne d'approvisionnement et des recommandations personnalisées.

Un système aussi puissant soulève des questions évidentes quant à sa gouvernance. Qui décide des objectifs que doit atteindre Qiushi ? Comment l'équilibre est-il assuré entre la croissance économique, la durabilité environnementale, la stabilité sociale et d'autres valeurs potentiellement contradictoires ? Pour répondre à ces questions, un Conseil de surveillance algorithmique a été créé en 2020, composé d'économistes, de scientifiques, de représentants d'entreprises et de fonctionnaires. Le Conseil définit les principaux paramètres du système et examine régulièrement ses résultats afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux objectifs du plan quinquennal national. La version 5.0 de Qiushi, prévue pour 2026, intégrera des modèles capables de simuler des systèmes économiques alternatifs dans leur intégralité.

La révolution est particulièrement évidente dans le secteur de l'énergie. La State Grid Corporation of China, la plus grande entreprise électrique au monde, utilise un système « Energy Brain » qui gère la production et la distribution d'énergie dans tout le pays. À l'aide de données provenant de millions de capteurs et de prévisions météorologiques avancées, elle optimise en temps réel le mix énergétique entre les sources renouvelables et traditionnelles.

La révolution s'étend aux campagnes : en traitant des données satellitaires, des analyses de sol et des prévisions météorologiques, l'application du ministère de l'Agriculture fournit des conseils individuels à plus de 120 millions d'agriculteurs, contribuant ainsi à une

augmentation de 18% de la productivité entre 2020 et 2023 et à une réduction de 24% de l'utilisation d'engrais chimiques.

Dans le secteur manufacturier du Guangdong, le programme « Made in China 2025 » a transformé des usines traditionnelles en usines intelligentes totalement intégrées. Dans certaines de celles que j'ai visitées, les robots et les systèmes automatisés ont remplacé plus de 80% de la main-d'œuvre humaine depuis 2018. Cependant, malgré les craintes d'un chômage technologique massif, la Chine a maintenu un taux de chômage stable, autour de 4,5%.

Comment cela a-t-il été possible ? Grâce à une « transition contrôlée » qui combine la reconversion professionnelle et des incitations à la création de nouvelles industries dans le cadre d'une planification stratégique à long terme. En 2018, l'IA nationale a commencé à prévoir quels secteurs et compétences deviendraient obsolètes au cours des dix prochaines années. Cela a permis de planifier à l'avance, de créer des programmes de formation ciblés et d'orienter les investissements vers des secteurs émergents à fort potentiel d'emploi.

Depuis 2020, plus de 28 millions de travailleurs ont bénéficié de programmes de reconversion professionnelle financés par l'État. Des secteurs tels que les soins aux personnes âgées, la production culturelle, l'économie verte et les services numériques ont absorbé une grande partie de la main-d'œuvre libérée par l'automatisation de l'industrie manufacturière.

Tout comme la propriété des moyens de production industriels a façonné la politique et l'économie du XXe siècle, la propriété des moyens de production algorithmiques façonnera les sociétés de demain. L'intelligence artificielle est une ressource bouleversante, qui produit des biens et des services, mais qui façonne également notre perception du monde, notre image de l'avenir et les décisions que nous prenons en conséquence.

Sa présence touche au cœur même du système capitaliste, qui consiste en ce que Keynes appelait les « esprits animaux », c'est-à-dire la force irrationnelle qui guide les décisions d'investissement. Selon Keynes, lorsque les entrepreneurs doivent prendre des décisions dans un avenir impossible à prévoir, ils s'appuient non seulement sur des calculs logiques, mais aussi sur une « impulsion spontanée à l'action » – un élan émotionnel, un optimisme inné qui les pousse

à agir malgré l'incertitude.

Mais que se passe-t-il lorsque l'IA avancée, Qishi, entre en jeu ? L'IA est capable de réduire considérablement l'incertitude, en fournissant des prévisions rationnelles là où régnaient auparavant le hasard et la chance, supplantant les instincts animaux et portant le coup de grâce à l'accumulation « humaine » du capital.

L'IA ne se contente pas de combler le vide rationnel qui fonde le capitalisme, elle devient elle-même le principal décideur. Ce sont les systèmes algorithmiques qui déterminent l'allocation du capital, calculent les valeurs attendues et optimisent les portefeuilles d'investissement. Aujourd'hui déjà, plus de 70% des transactions sur les marchés financiers mondiaux sont effectuées par des algorithmes de trading automatisé.

On assiste à un transfert progressif du pouvoir décisionnel des humains vers les algorithmes. Dans de nombreuses industries, chinoises ou non, les modèles prédictifs ne sont plus des outils pour les managers en chair et en os, mais des décideurs quasi autonomes qui opèrent sous une supervision humaine limitée.

Un exemple emblématique de cette transformation est la China Investment Corporation (CIC), le fonds souverain qui gère une partie des immenses réserves de change chinoises (3.000 milliards de dollars). Depuis 2021, la CIC utilise un système d'IA appelé « Strategic Allocator » pour gérer ses investissements à long terme.

Mais attention aux conséquences à plus long terme de la révolution technologique en cours en Chine. Si la planification algorithmique peut allouer le capital plus efficacement que les entrepreneurs humains, en minimisant le gaspillage, la surproduction et les crises cycliques, quelle devient alors la justification de l'appropriation privée des profits ? La théorie économique a justifié le profit comme une récompense pour l'entrepreneur qui prend des risques dans des conditions d'incertitude.

Si ce risque est pris par Qishi, qui appartient à l'État, que devient le capitalisme et ses entrepreneurs en Chine, après avoir remplacé le marché par un plan dans le secteur stratégique de l'économie ? C'est ce que craint Jack Ma, le plus célèbre des grands capitalistes chinois, lorsqu'il déclare que l'avenir de la Chine ne réside pas dans l'entreprise privée. C'est-à-dire dans le capitalisme.

Il Fatto Quotidiano | 11 juin 2025